

Nicolas GUILLET

Maître de conférences de droit public, habilité à diriger des recherches

Normandie Université

Centre de recherches sur les mutations sociales et les mutations du droit (CERMUD), UNIHAVRE

Chercheur associé au Centre de recherche sur les droits fondamentaux et les évolutions du droit (CRDFED), UNICAEN

Adresse électronique : nicolas.guillet@univ-lehavre.fr

CURSUS ACADEMIQUE

- 2021 Promotion Hors-classe.
- 2021 Candidat aux fonctions de professeur de droit public (classements : 3^e à Nantes ; 3^e à Bordeaux ; 5^e à Limoges).
- 2020 Candidat à la qualification de professeur de droit public (procédure interrompue par l'adoption de la loi de programmation de la recherche – autre tentative : 2017).
- 2015 Sous-admissible au concours d'agrégation de droit public (autres concours : 2003, 2009, 2017).
- 2015 Habilitation à diriger des recherches (5 octobre 2015)
- *Contribution à l'étude de l'ordre du jour en droit public.*
- Jury : Prof. A. Le Divellec, J.-M. Larralde, S. Manson, M.-J. Redor, V. Tchen (garant).
- 2005 Maître de conférences : Université Le Havre Normandie.
- 2003 Qualification par le Conseil national des universités – Section 02.
- 2002 Doctorat en droit public (Université de Cergy-Pontoise).
Thèse : « Ordre juridique et systèmes religieux : liberté de religion et mouvements à caractère sectaire ».
Directrice : Prof. Geneviève Koubi.
Jury : Prof. Maryse Deguerge, Catherine Ribot (rapporteure) et Jean-Jacques Sueur (rapporteur) ; M. Rémy Schwartz, conseiller d'État.
Soutenance : 9 décembre 2002.

Mention : Très honorable avec les félicitations du jury. Autorisation de publication en l'état et proposition à un prix de thèse.

- 2000-2002 Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche : Le Mans Université.
1996-1999 Vacataire chargé de travaux dirigés : Université d'Orléans.
1994-1995 DEA de droit public interne (mention AB) : Université Paris I - Panthéon Sorbonne.
1990-1994 DEUG et Licence de droit, Maîtrise de droit public (mention AB) : Université d'Orléans.

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES ANTERIEURES_____

- Eté 2005 Juriste stagiaire : *Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité*.
2003-2005 Assistant parlementaire des députés Philippe Vuilque et Paulette Guinchart : *Assemblée nationale*.
1999-2000 Chargé de mission juridique : *Encyclopédie Universelle des Droits de l'Homme* (association présidée par M. Robert Badinter).
1995-1996 Coordinateur juridique au sein de l'association *Arcat-sida* (Service national).

AUTRES_____

* Langues

Anglais : lu, écrit, parlé (traduction de contributions scientifiques de l'anglais au français).

Allemand : niveau scolaire.

Portugais : notions.

* Certificat d'aptitude à la profession d'avocat – EFB (Paris, 2005).

PUBLICATIONS

Ouvrages

- 1) *Contribution à l'étude de l'ordre du jour en droit public*, Paris, éd. Mare&Martin, à paraître en 2022 (convention d'édition signée).
- 2) *Liberté de religion et mouvements à caractère sectaire*, Paris, LGDJ, coll. « Bibl. dr. publ. », t. 235, 2003, 672 p. (publication à compte d'éditeur ; chron. : *AJDA* 2004, p. 407 ; *RFSP* 2005, vol. 55, p. 1002).

Direction d'ouvrages

- 1) *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine*, Paris, éd. IFJD, coll. « Colloques & Essais », 2022.
- 2) *Les transformations de l'administration fiscale*, (Actes du colloque tenu à l'Université du Havre le 20 mai 2010), Paris, L'Harmattan, coll. « Finances publiques », 2011, 168 p.
- 3) *Les difficultés de la lutte contre les dérives sectaires*, (Actes du colloque tenu à l'Assemblée nationale le 10 mars 2005), Paris, L'Harmattan, coll. « Religions et sciences humaines », 2007, 218 p. (chron. dans : *ASSR*, 140 (2007) – Varia, p. 210-212 ; *Nervure*, XX (4), mai 2007, p. 15).

Co-direction d'ouvrages

- 1) *Le droit des activités maritimes et portuaires* (co-dir. J.-M. Jude), (Actes du colloque tenu à l'Université du Havre le 26-27 oct. 2017), Paris, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloques & Essais », t. 84, 2019, 282 p.
- 2) *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, (co-dir. N. Afiouni), Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, coll. « Science politique », 2016, 188 p. (chron. dans : *RFSP* 2017, vol. 67, p. 1228-1231 ; *L'OURS*, n° 467, avril 2017, p. 3 ; *Politique et sociétés*, Vol. 37, n° 1, 2018, p. 159-160).

Articles

- 1) « L'épidémie de Covid-19 et les finances publiques : la loi de finances rectificatives du 23 mars 2020 », *Petites affiches*, 15 mai 2020, n° 153, pp. 5-14.

- 2) « Le trompe-l'œil juridique de la loi du 12 mars 2012 relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers », *Dr. soc.*, n° 7/8, juillet-août 2012, pp. 697-707.
- 3) « Après les réquisitions de personnels grévistes de l'automne 2010. Réflexions sur la portée du droit de grève dans une France en crise », *Dr. soc.*, n° 2, février 2012, pp. 152-163.
- 4) « La recentralisation des finances locales sous l'effet de leur européanisation », *Pouvoirs locaux*, n° 95, décembre 2012, pp. 86-92.
- 5) « La loi du 9 février 2009 de programmation pluriannuelle des finances publiques », *Petites affiches*, 16 novembre 2009, n° 228, pp. 4-15.
- 6) « Interdits et interdictions dans le droit de la fonction publique », *Droits et cultures*, 57, 2009/1, pp. 77-92 (Actes du colloque des 21-22 février 2008, université de Cergy-Pontoise).
- 7) « L'avenir de l'autonomie financière des collectivités territoriales après la loi organique du 29 juillet 2004 », *Revue de recherche juridique Droit prospectif*, n° 2005-3, pp. 1601-1629.
- 8) « Brèves remarques autour des modifications récentes affectant la liberté de l'expression cinématographique », *Gaz. Pal.*, 7-8 mai 2004, n° spécial *Droit du cinéma*, pp. 31-36.
- 9) « Droit, psychologie et lutte contre les dérives sectaires. Réflexions de droit français », *Annales de droit de Louvain*, vol. 64, 2004, n° 4, pp. 595-610.
- 10) « La MILS est morte. Vive la MIVILUDES ! », Commentaire du décret n° 2002-1392 du 28 novembre 2002 instituant une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, *JCP A*, 3 février 2003, pp. 138-139.
- 11) « L'appartenance à une secte et les droits et libertés de la personne », *Les Cahiers de Droit*, vol. 40, n° 4, décembre 1999, pp. 887-909.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- 1) « Les ambivalences de la laïcité dans le discours juridique », à paraître
- 2) Commentaire de CE, 10 février 1984, Mme Dufour, *in* M. Charité, N. Duclos, F. Eddazi (dir.), *Orléans par le droit administratif à l'ombre de Macarel & Cormenin*, Le Mans, Editions l'Épilogue, « L'Unité du Droit », vol. XXXV, 2021.
- 3) « Narrer la norme de la dette publique. Analyse du discours juridique », *in* E. Nicolas et J. Guittard (dir.), *La narration de la norme*, (Actes du colloque d'Amiens, 28-29 nov. 2019), à paraître.

- 4) « Les finances publiques contemporaines : *surveiller et punir* ? De la norme démocratique à la norme disciplinaire », in C. Syntez et E. Nicolas (dir.), *Foucault face à la norme*, Paris, Mare&Martin, 2020 (Actes du colloque d'Orléans, 15-16 novembre 2018), pp. 87-106.
- 5) « Réflexions sur les ports et installations de plaisance du point de vue du droit public financier », in N. Guillet et J.-M. Jude (coord.), *Le droit des activités maritimes et portuaires*, précité, pp. 23-43.
- 6) « La religion dessaisie de la mort : le droit de la fin de vie », in J.-F. Boudet (coord.), *Les rites et usages funéraires : essais d'anthropologie juridique*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, pp. 233-246.
- 7) « Figures de l'extrême droite en droit français : l'impossible banalisation », in N. Guillet et N. Afiouni (dir.), *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 2016, pp. 73-94.
- 8) « Le service public du pilotage », in C. Glineur (dir.), *L'Etat et la mer*, Rouen, PURH, 2015, pp. 121-143.
- 9) « Les critères de la délégitimation des minorités religieuses », in A.-L. Zwilling, *Minorités religieuses, religions minoritaires dans l'espace public. Visibilité et reconnaissance*, Strasbourg, Presses univ. de Strasbourg, 2014, pp. 19-40 (Actes du colloque des 7-8 avril 2011, Université de Strasbourg ; chron. dans : *ASSR*, 172 (2015), p. 391).
- 10) « Le Bureau CF2 de la DGFIP : affaires particulières et affaires pénales », in N. Guillet (dir.), *Les transformations de l'administration fiscale*, précité, pp. 131-158.
- 11) « L'environnement dans le droit des marchés publics », in A. de Raulin et G. Saad (dir.), *Droits fondamentaux et droit de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, coll. « Economie plurielle », 2010, pp. 197-225.
- 12) « Laïcité de l'Etat et neutralité fiscale », *La Revue*, 1^{er} mars 2012, n° 1, « La religion et l'impôt », pp. 88-102 (Actes du Colloque *La religion et l'impôt*, 6-7 avril 2006, Faculté de droit et de science politique de l'Université de Clermont-Ferrand).
- 13) « Harcèlement et mouvements sectaires », in M. Sanchez-Mazas et G. Koubi (dir.), *Le harcèlement. De la société solidaire à la société solitaire*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, pp. 83-93 (Actes du colloque des 6-7 février 2003, université de Cergy-Pontoise).

Notes de jurisprudence

- 1) « La participation des organisations syndicales aux comités de suivi des accords négociés dans la fonction publique », note sous CE, ord. réf., 25 nov. 2020 et 16 avr. 2021, *Dr. ouvrier*, 2021, n° 875-876, pp. 432-437.
- 2) « La liberté de manifester face à l'état d'urgence sanitaire », note sous CE, ord. réf., 6 juillet 2020, CGT, SOS Racisme et a., *Dr. ouvrier*, 2020, n° 866, pp. 669-677.
- 3) « Le champ d'application de l'exonération de cotisation foncière des ports objet d'une QPC », Note sous CC, déc. n° 2018-733 QPC, 21 septembre 2018, *Droit maritime français*, n° 809, janvier 2019, pp. 81-93.
- 4) Avec Mme Emily Lacaze : « Vers une meilleure prise en charge des frais irrépétibles des personnes publiques en l'absence de ministère d'avocat ? », Note sous CE, 3 octobre 2012, Min. de la Défense c/ Sté Arx, *Petites affiches*, n° 83, 25 avril 2013, pp. 7-14.
- 5) « L'élargissement du pouvoir de réquisition aux autorités d'une société privée gérant un service public », obs. sous CE, Ass., 12 avril 2013, FO Energie et Mines et a., *Revue des droits de l'homme*, 15 mai 2013 : <https://revdh.wordpress.com/2013/05/17/droit-de-greve-pouvoir-de-requisition-societe-privee-service-public/>
- 6) « La liberté d'expression syndicale des fonctionnaires devant la Cour européenne des droits de l'homme », Note sous Cour. eur. dr. h., 6 octobre 2011, Vellutini et Michel c. France, *Revue de recherche juridique Droit prospectif*, n° 2012-1, pp. 121-137.
- 7) « Les conditions de la reprise du travail après l'exercice du droit de retrait dans la fonction publique », Note sous CE, 2 juin 2010, Min. Educ. nat. c/ Mlle Fuentes, *AJDA* 2010, pp. 2157-2162.
- 8) « La retenue sur traitement ne peut pas sanctionner un refus d'obéir », Note sous CE, 23 mai 2007, France Telecom c/ G., *JCP A*, 17 septembre 2007, comm. 2230, pp. 29-32.
- 9) « Qu'est-ce qu'une partie perdante dans un référé-instruction ? », Note sous CE, Sect., 7 avril 2006, Centre hospitalier régional de Nice, *AJDA* 2006, pp. 1233-1235.
- 10) « Mesures d'ordre intérieur : (im)précisions et occasion ratée », Note sous CE, 12 mars 2003, M. Frérot, *JCP A*, 21 juillet 2003, pp. 1033-1035.
- 11) « La police du cinéma : de la protection des mineurs au rejet de l'ordre moral », Note sous CE, 14 juin 2002, Association Promouvoir, *publié en mars 2003* : <http://www.rajf.org>

Fascicules et notices

- 1) Refonte et actualisation des fascicules du *JurisClasseur Fiscal impôts directs* (éd. LexisNexis) consacrés aux prélèvements sociaux : n° 1065 (CSG), 1066 (CRDS), 1067 (prélèvement social), 1068 (contribution additionnelle), 1069 (prélèvements de solidarité) – 2013/2016.
- 2) Notices « budget », « deniers publics », « impôt » et « redevance », in N. Kada et M. Mathieu (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Grenoble, PUG, coll. « CERDHAP », 2014.

Comptes-rendus de lecture :

- 1) Christian Bessy et Michel Margairaz (dir.), *Les biens communs en perspectives. Propriété, travail, valeur (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Paris, Ed. de la Sorbonne, coll. « Homme et société », 2021, 244 p. : <https://journals.openedition.org/lectures/50903>
- 2) Liora Israël, *L'arme du droit*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 2020, 154 p. : <https://journals.openedition.org/lectures/45006>
- 3) Wanda Capeller, Jacques Commaille et Laure Ortiz (dir.), *Hommage à André-Jean Arnaud*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », t. 59, 2019, 290 p. : <https://journals.openedition.org/lectures/37014>
- 4) Michel Hébert, *La voix du peuple. Une histoire des assemblées au Moyen-Âge*, Paris, PUF, 2018, 308 p. : <https://journals.openedition.org/lectures/33481>
- 5) Olivier Galland et Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018, 460 p. : <https://journals.openedition.org/lectures/24743>
- 6) António Casimiro Ferreira, *La société d'austérité. L'avènement du droit d'exception*, Paris, LGDJ, coll. « Droit et société », 2017, 152 p. : <https://journals.openedition.org/lectures/24362>

PEDAGOGIE

Enseignements actuels :

- En filière Droit : *Finances publiques* (depuis 2005, L2, 22h CM) ; *Droit fiscal* (depuis 2010, L3, 33h CM ; L3 AES : 24h) ; *Droit des douanes* (depuis 2017, M2 Droit des activités maritimes et portuaires : 11h CM) ; *Droit fluvial* (depuis 2020, M2 Droit des activités maritimes et portuaires : 15h CM) ; *Institutions administratives* (depuis 2020, L1 : 22h CM).
- En filière AES : *Droit de l'administration* (depuis 2015) : *Les missions* (L2, 24h CM) ; *Les moyens et limites juridiques* (L3, 36h CM) ; *Institutions administratives* (depuis 2019, L1, 24h CM).

Enseignements antérieurs (à l'Université du Havre, sauf mention contraire) :

- En filière Droit : *Libertés fondamentales* (2012-2019, M2 Carrières judiciaires, 20h CM) ; *Protection européenne des droits de l'homme* (2005-2010 et 2015-2017 ; M1 Droit public : 33h CM et 16h30 TD) ; *Droit de la fonction publique* (2005-2016, M1/M2 Droit public : 33h CM et 16h30 TD) ; *Finances et fiscalité locales* (2012-2017, M2 Collectivités territoriales : 24h CM) ; *Droit des marchés publics* (2005-2011, M2 Carrières territoriales : 24h CM) ; *Théorie de la répartition des compétences* (2008-2011, M2 Théorie du droit : 9h CM) ; *La liberté de la personne dans le champ religieux* (2009-2010, Université de Caen, M2 Droit public et droits fondamentaux : 9h) ; *Droit budgétaire de l'Etat* (2012, Université de Rouen, Master Métiers de l'encadrement de l'administration : 24h CM).

- En filière AES : *Relations internationales* (2005-2009, L1 AES : 26h CM) ; *Droit constitutionnel* (2008-2011, L1 AES : 36h CM).

Enseignements à l'étranger :

- Universitatea Dunarea de Jos din Galati (Roumanie) ; Programme *Erasmus* ; 9-16 mai 2014 ; Cours : *La cour européenne des droits de l'homme*.
- União Educacional do Planalto Central - UNIPLAC (Brasilia-DF, Brésil) ; Progr. *Erasmus Mundus* ; août 2008 ; Cours : *La laïcité en France* ; *La protection des droits de l'homme en Europe*.

Direction de diplômes et suivi d'étudiants :

- Co-directeur du Master *Droit des activités maritimes et portuaires* (2017...). Création du site Internet du Master : masterdroitmaritime.wordpress.com
- Co-responsable de la Licence de *Droit bilingue* (2011-2017).
- Responsable du Master Erasmus Mundus *Pratique européenne du droit* (2007-2011).
- Tutorat de deux doctorants moniteurs (2009-2012).

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Participation à des colloques (hors Le Havre)

- 1) Université de Grenoble, 4-5 oct. 2021 : *Souveraineté et néolibéralisme*.
- 2) Université d'Amiens, 28-29 nov. 2019 : *La narration de la norme*.
- 3) Université d'Orléans, 15-16 nov. 2018 : *Foucault face à la norme*.
- 4) Université de Strasbourg, 7-8 avril 2011 : *Minorités religieuses, religions minoritaires : visibilité et reconnaissance dans l'espace public*.
- 5) Université de Cergy-Pontoise, 21-22 fév. 2008 : *Interdit(s), interdiction(s)*.
- 6) Université de Clermont-Ferrand, 6-7 avril 2006 : *La religion et l'impôt*.
- 7) Université de Cergy-Pontoise, 6-7 fév. 2003 : *Le harcèlement*.

Organisation de colloques, journées d'études et séminaires au Havre (sauf mention contraire)

- 1) CERMUD : *La gouvernance portuaire* (3-4 mars 2022)
- 2) CERMUD : *Mer et droits fondamentaux de la personne humaine* (30 sept. 2019).
- 3) Séminaire pluridisciplinaire *Penser le maritime* – 2017/2019 – co-organisation avec J.-F. Klein (histoire), A. Le Marchand (économie et sociologie) et E. Saunier (histoire) : discussion des thèmes, organisation des séances consacrées au Droit (une en 2018 : Mme Nathalie Ros, Mme Alix Rodet-Profit ; une en 2019 : M. Patrick Chaumette, Mme Annie Cudennec). Publication à venir
- 4) CERMUD, co-organisation avec M. Jean-Michel Jude, maître de conférences de droit privé : *Le droit des activités maritimes et portuaires* (26-27 oct. 2017).
- 5) LexFEIM : *La diversité religieuse. Approche pluridisciplinaire* (19 sept. 2013 et 18 sept. 2014).
- 6) Groupe de Recherche Identités et Cultures (GRIC), co-organisation avec Mme Nada Afiouni, maître de conférences en civilisation britannique : *Les tentatives de banalisation de l'extrême-droite en Europe* (5 avril 2012).
- 7) GREDFIC/Direction régionale des finances publiques de Haute Normandie : *Les transformations de l'administration fiscale* (20 mai 2010).
- 8) Groupe d'études sur les sectes de l'Assemblée nationale : *Sectes et enfance* (Saint-Priest, 30 mars 2006) et *La difficulté des dérives sectaires* (Paris, 10 mars 2005).

Direction de recherches (thèses, mémoires, rapports)

- Direction de la thèse de M. Vernand Ndobu : *La coopération en droit maritime et portuaire*. (Sujet récompensé par une allocation doctorale de la Région Normandie, 10/2017).
- Direction de la thèse de Mme Rachel N'Drin : *Religions et laïcité en Côte d'Ivoire*. (08/2017)

- Direction de la thèse de M. Lanciné Traoré : *Le droit du financement public de l'aide au développement*. – Soutenue le 27 janvier 2022.
- Direction de la thèse de M. Nicolas Bouthière : *Le droit à la paresse en droit social*. – Soutenue le 7 novembre 2019.
- Encadrement régulier d'étudiants du Master *Droit des activités maritimes et portuaires*, du Master *Droit des collectivités territoriales*, et du Master *Carrières judiciaires* (rapports de stage professionnel et mémoires de recherche).

Autres activités scientifiques

- Membre de jurys de thèse :
 - 1) Suffragant : M. Djiré Diouf (dir. V. Tchen), *La clause d'ordre public dans le droit de l'asile politique*, Université Le Havre Normandie, 18 octobre 2017.
 - 2) Rapporteur : Mme Dimitra Kyranoudi (dir. A. Le Divellec), *Le gouvernement parlementaire et la fonction présidentielle en Grèce et en Irlande*, Université Paris II Panthéon-Assas, 12 décembre 2016.
- Rapporteur de thèse du prix de l'Ecole Droit Normandie :
 - Mme Marie-Caroline Lefebvre, *La proportionnalité en droit fiscal*, Rouen, 2019.
 - M. Yakoubé Ouedraogo, *L'influence de la démarche de performance sur le droit public financier des Etats membres de l'U.E.M.O.A.*, Rouen, 2015 (Prix de thèse 2016).
 - M. Arun Sagar, *Les relations fédérales-fédérées (étude comparative des rapports juridiques fondamentaux dans le contentieux des compétences)*, Rouen, 2013 (Prix de thèse 2014).
 - Mme Aurore Catherine, *Pouvoir du médecin et droits des patients. L'évolution de la relation médicale*, Caen, 2011 (Co-Prix de thèse 2012).
- Membre du comité éditorial des Presses universitaires du Havre et de Rouen (antenne du Havre)
 - depuis 2017.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES_____

- Directeur du laboratoire CERMUD, *Centre de Recherche sur les Mutations du Droit et les mutations sociales* (depuis le 1^{er} sept. 2021).
- Directeur-adjoint du CERMUD (17 nov. 2020 – 31 août 2021).

- Juge titulaire, *Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche* (CNESER) statuant en matière disciplinaire (depuis septembre 2019).
- Membre élu de la *Commission de la recherche* du Conseil académique (2012-2020).
- Directeur-adjoint du *Pôle de recherche en sciences humaines et sociales (PRSH)*, structure fédérative de recherche en sciences humaines et sociales (2013-2016).
- Candidat au CNU (2015, 4^e ; 2011, 5^e).
- Responsable de la mobilité étudiante et représentant du Havre dans le réseau ELPIS, *European Legal Practice* (2007-2013).
- Membre élu du Conseil de gestion de la Faculté des affaires internationales (2011-2012).
- Directeur du Département de Droit de la Faculté des affaires internationales (2006-2008).
- Membre de la Commission de spécialistes (Sections 02-04) de la Faculté de droit de l'Université de Rouen (2008) et des Comités de sélection (Section 02) des Facultés de droit de l'Université du Maine (2009), de l'Université de Caen Basse Normandie (2013) et de l'Université de Rouen (2009, 2019).
- Membre du jury de recrutement d'un chargé de mission juridique, Université d'Amiens (2010).

AUTRES ACTIVITES

Organisation de conférences et débats publics à l'université du Havre :

- 3) *Quelle justice pour demain ?*, 29 mars 2018 (modérateur).
- 4) *Regards croisés sur l'état d'urgence*, 28 avril 2016, co-organisation avec l'Ordre des avocats au Barreau du Havre (intervenant).
- 5) *Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'UEM*, 27 septembre 2012 (modérateur).
- 6) *Lectures juridiques de la laïcité*, Journée nationale de la laïcité, 9 décembre 2011 (intervenant).
- 7) *Israël et la Palestine du point de vue du droit international*, Semaine de la Palestine, 12 février 2009 (intervenant).
- 8) *La pauvreté*, Semaine de la solidarité en France et dans le monde, Secours populaire / Université du Havre, 24 novembre 2008 (modérateur).
- 9) *Pour une VI^e République*, Débat entre MM. Bastien François et Patrice Gélard, 23 novembre 2006 (modérateur).

Conférences et interventions à l'extérieur de l'université du Havre :

- 10) « Les lois sur la manipulation de l'information », Séminaire *Infox*, Groupe de recherche *PandHeMic* (<https://pandhemic.hypotheses.org/>), Université de Caen, 18 janvier 2019 : <http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/forge/5777>
- 11) « Réflexions sur la notion juridique d'ordre du jour », *Journée des chercheurs du CRDFED*, Université de Caen, 12 avril 2013.
- 12) « Laïcité et fait religieux : entre liberté et protection de la femme » : Université Toulouse I (CIES), *Journée d'études Laïcité et normes sociales*, 25 mars 2011.
- 13) Interview à : M. Boëton, « L'Eglise de scientologie de France joue sa survie », *La Croix*, 5 mai 2009.
- 14) « Internationalisation du droit, circulation de la norme et transformations du droit public » : Université de Rouen, *Symposium Erasmus Mundus, LLM Eur. Pratique européenne du droit*, 28 novembre 2008.
- 15) Présentation de l'ouvrage « Les difficultés de la lutte contre les dérives sectaires » : ADFI Nord Pas de Calais, Assemblée générale, 15 mars 2008.
- 16) « Quelle place pour la laïcité en Europe ? » : Université catholique de Lisbonne, *Symposium Erasmus Mundus, LLM Eur. Pratique européenne du droit*, décembre 2007.
- 17) « Qu'est-ce qu'une secte ? » : émission « Kekefe », *Direct 8*, 14 avril 2007.
- 18) « Les pratiques des sectes au regard de l'ordre libéral et républicain » : Université Toulouse I (UTL), 18 janvier 2007.
- 19) « L'action parlementaire et les dérives sectaires » : Direction générale de la formation professionnelle du ministère de l'Emploi, 27 janvier 2005.
- 20) « Les sectes et le droit » : Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (MIVILUDES), 6 avril 2004.
- 21) Présentation de thèse : Université Louvain-la-Neuve (Belgique), 4 novembre 2003.

Autres

- 1) Prestation de conseil juridique au nom du CERMUD, avec Baptiste Allard (MCF Droit privé), pour la société NETMAN et son avocat M^e Luchez – Mai 2021.
- 2) Participation à la formation des avocats du Syndicats des avocats de France, Rouen, 15 octobre 2021 : Actualités du droit de la fonction publique.

3) Chargé de cours auprès du CNFPT (délégation de Normandie) : préparation aux concours (Droit de la fonction publique ; Finances locales) : 2013-2016.